

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia

P. O. Box 3243

Telephone: 5517 700

Fax: 5517844

Website: www.au.int

SC20037 – 64/2/15

CONFÉRENCE DE L'UNION
Vingt-neuvième session ordinaire
3 - 4 juillet 2017
Addis-Abeba (Ethiopie)

Assembly/AU/11(XXIX)
Original: anglais



RÉPUBLIQUE DE MAURICE

RAPPORT INTÉRIMAIRE
SUR LA MISE EN OEUVRE DE L'AGENDA 2063

Préface

Agenda 2063

L'Agenda 2063 reflète la vision de l'Afrique de son développement socioéconomique et propose un plan d'action pour la réalisation de cette vision.

Au centre de cet agenda est la réalisation d'une Afrique intégrée, prospère et en paix, tirée par ses citoyens.

L'Agenda 2063 s'appuie sur le Plan d'action de Lagos, le Traité d'Abuja et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) – des initiatives continentales clés – pour s'attaquer aux nouveaux défis auxquels fait face l'Afrique dans un scénario mondial en évolution.

Les aspirations essentielles

L'Agenda 2063 repose sur les sept aspirations ambitieuses qui couvrent la prospérité, l'unité, la gouvernance, la paix et la sécurité, la sécurité, la culture, les femmes et les jeunes, ainsi que les partenariats et qui sont supposés transformer le continent africain d'ici l'an 2063. Les aspirations se présentent comme suit :

- Aspiration 1: Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable.**
- Aspiration 2: Un continent intégré, politiquement uni, basé sur les idéaux du panafricanisme et sur la vision de la renaissance de l'Afrique.**
- Aspiration 3: Une Afrique où règne la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit.**
- Aspiration 4: Une Afrique pacifique et sécurisée.**
- Aspiration 5: Une Afrique dotée d'une identité, d'un patrimoine commun, des valeurs partagées et d'une éthique culturelle forte.**
- Aspiration 6: Une Afrique où le développement est axé sur les populations et s'appuie notamment sur le potentiel des populations africaines en particulier les femmes, les jeunes et le soin aux enfants.**
- Aspiration 7: Une Afrique en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale.**

Calendrier d'exécution

L'Agenda 2063 a été formulé en 2013 lors du 50^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) lors du Sommet de l'UA en mai 2013.

L'Agenda 2063 a été officiellement adopté lors du Sommet de l'Union africaine en janvier 2015 à Addis-Abeba.

L'Agenda 2063 est une vision pour les 50 prochaines années mais sa mise en œuvre est échelonnée sur un plan quinquennal.

Le premier plan décennal de mise en œuvre – 13 projets à développement accéléré ou 'phares':

- un réseau intégré de train à grande vitesse: vise à relier toutes les capitales africaines et centres commerciaux ;
- l'université panafricaine en ligne: conçue pour accélérer le développement du capital humain, la science et la technologie et l'innovation ;
- la stratégie des denrées africaines: dont le but est de permettre aux pays africains de développer un secteur des denrées dynamique socialement et durable sur le plan environnemental ;
- un forum annuel africain: conçu pour réunir tous les leaders politiques africains, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile pour discuter de l'Agenda 2063 ;
- une zone de libre-échange continentale (ZLEC) d'ici 2017: dont le but comprend le doublement du commerce intra-africain d'ici 2022, renforcer la voix commune africaine dans les négociations commerciales africaines et opérationnaliser la Banque africaine d'investissement (2025) et la Bourse des valeurs panafricaine;
- le passeport africain et la libre circulation des personnes: l'objectif est d'accélérer l'intégration continentale en améliorant le mouvement de tous les citoyens africains de tous les pays africains d'ici 2018;
- le silence des armes d'ici 2020: dont le but est de mettre fin à toutes les guerres, les conflits et les violations des droits de l'homme;
- le projet de barrage du Grand Inga: a pour but de stimuler la production énergétique africaine;
- le réseau électronique panafricain: conçu pour transformer les applications électroniques et les services en Afrique ;
- le programme de l'espace atmosphérique africain: vise à renforcer le développement africain dans divers domaines notamment l'agriculture, la gestion des catastrophes, la télédétection, les prévisions climatiques, les services bancaires et les finances, la défense et la sécurité;

- le marché unique du transport aérien en Afrique: a pour objectif de créer un marché unique du transport aérien pour faciliter le transport aérien en Afrique;
- les institutions financières continentales africaines: dont l'objectif est d'accélérer l'intégration et le développement socioéconomique du continent. Les institutions comprennent la Banque centrale africaine, le Fonds monétaire africain et la Banque africaine d'investissement;
- le Grand musée de l'Afrique: le musée à créer à Alger, en Algérie a été ajouté aux projets phares en juillet 2016.

Le but de l'élaboration du plan décennal est de :

- identifier les domaines prioritaires, fixer les objectifs spécifiques, définir les stratégies et les mesures politiques nécessaires pour mettre en œuvre le premier plan décennal de l'Agenda 2063 ;
- matérialiser les programmes et les initiatives d'accélération du développement soulignés dans les décisions de Malabo et donner le coup d'accélérateur et d'impulsion à la transformation économique et sociale de l'Afrique ;
- donner des informations à toutes les parties prenantes clés aux niveaux national, régional et continental sur les résultats attendus pour le premier plan décennal et les rôles assignés ;
- répartir les responsabilités à toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation ;
- définir les stratégies requises pour assurer la disponibilité des ressources et des capacités ainsi que la participation des citoyens dans la mise en œuvre du premier plan décennal.

L'approche innovatrice de l'Agenda 2063

- L'approche du nivellement par le bas: Il y a eu des consultations élargies sur la citoyenneté africaine. Cela améliore l'appropriation des processus et des conclusions de l'initiative d'avoir un agenda continental pour la transformation socioéconomique. Ce n'est pas le travail des bureaucrates mais plutôt un agenda axé sur la voix des populations africaines qui indiquent l'Afrique qu'elles veulent.
- Orientation des résultats: les objectifs, les cibles et les stratégies ont été fixés dans chaque domaine d'aspiration pour les niveaux national, régional et continental et des parties prenantes. Les objectifs constitueront la base de la responsabilisation des parties prenantes pour la performance.
- Contrôle et évaluation / reddition des comptes: il y a une composante de contrôle et d'évaluation pour veiller à ce que les activités prévues et les

résultats anticipés suivent leur cours en vue de la réalisation et que les examens à mi-parcours servent de base à un réalignement de programme. Les rôles de responsabilisation seront assignés et les résultats du processus de contrôle et d'évaluation serviront à gérer les relations de responsabilisation.

- Cohésion /Espace politique: pour la première fois toutes les initiatives continentales et régionales ont été sous un seul chapeau. On s'attend à ce que l'intégration améliore la conformité, supprime les chevauchements politiques et les répétitions et crée l'espace pour la gestion de la diversité et le caractère unique de l'UA.
- Financement/partenariat: une stratégie de mobilisation des ressources a permis d'identifier les domaines clés d'intervention et les options de financement connexes. Les prochaines démarches seront entreprises pour opérationnaliser les stratégies/instruments de financement identifiés. Les stratégies pour l'expansion/ maximisation des partenariats pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 ont été élaborés et seraient exécutés.
- Une stratégie des communications: même si les cadres antérieurs ne sont connus que des bureaucrates, l'Agenda 2063 doit être piloté/être la propriété des populations. Une stratégie des communications a été mise au point pour la mise en œuvre.
- Capacité: Un facteur clé du succès pour la réussite de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 est la capacité des individus et les instructions pour jouer leurs rôles- dans l'appropriation de l'Agenda. Une étude d'évaluation des capacités est entreprise pour examiner les besoins des institutions continentales et régionales; cette mesure sera plus tard élargie aux Etats membres.

Maurice et l'Agenda 2063

La Constitution de Maurice définit le territoire de Maurice comme étant composé des îles de Maurice, de Rodrigues, d'Agalega, de Tromelin, de Cargados Carajos des archipels de Chagos y compris Diego Garcia. La mise en œuvre de l'Agenda 2063 est étendue à tout le territoire de Maurice.

Il convient de souligner que Maurice n'est pas en mesure d'exercer la souveraineté sur l'archipel des Chagos et de Tromelin compte tenu de leur occupation illégale par le Royaume-Uni et la France. Maurice s'engage fermement à l'Agenda 2063 et a élaboré son propre plan d'action.

Le présent rapport intérimaire couvre la période 2016-2017. Le rapport souligne les mesures prises par Maurice pour rationaliser les aspirations essentielles et les objectifs de l'Agenda 2063 dans son cadre de développement.

La Vision 2030 de Maurice résume ses objectifs de transformation socioéconomique et est alignée sur les idéaux essentiels de l'Agenda 2063.

AGENDA 2063- MISE EN ŒUVRE À MAURICE

Aspiration	Objectifs	Domaines prioritaires	Mise en œuvre
<p>1. Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable</p>	<p>(1) Un niveau de vie élevé, la qualité et le bien-être pour tous les citoyens</p>	<p>Des revenus, du travail et des emplois décents</p>	<p>Réduction du chômage La création d'emplois constitue l'une des priorités du Gouvernement.</p> <p>Le taux de chômage de Maurice est tombé à 6,60 pour cent en décembre 2016, par rapport au taux de 7,60 pour cent enregistré en septembre 2015.</p> <p>Le Gouvernement aborde la question de l'inadéquation des compétences grâce à la formation dans les secteurs existants et émergents de l'économie de Maurice.</p> <p>4000 personnes participent au développement des compétences techniques en forte demande, dans le cadre du Programme national de développement des compétences. Le Programme inclut également les stages dans les industries.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des dispositions ont également été prises pour la mise en œuvre d'un programme spécial pour le placement de 200 ingénieurs stagiaires dans des organismes du secteur public et l'enrôlement de 2.000 sans emploi dans le cadre du Programme d'emploi pour les jeunes.
			<p>Un millier de jeunes sont actuellement formées dans différents secteurs, notamment l'informatique, le tourisme et le service d'accueil, les services médicaux et paramédicaux ainsi que la construction. Ces stagiaires reçoivent une indemnité mensuelle de 5.000 roupies (environ 150 dollars américains).</p> <p>Une formation spécifique a été élaborée dans le but de préparer environ 1200 marins aux emplois</p>

			<p>de croisière et dans les entreprises de transport maritime. À titre d'incitation, les marins sont exemptés du paiement de l'impôt sur le revenu.</p> <p>Le Gouvernement procède à la modernisation du matériel didactique et des infrastructures dans les institutions de formation, notamment les centres de formation de l'île de Rodrigues.</p>
		<p>Réduction de la pauvreté, de l'inégalité et de la faim</p>	<p>Pauvreté et inégalité</p> <p>Le gouvernement a lancé le plan Marshall de lutte contre la pauvreté, dans le but de faire reculer la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce plan comprend une palette de programmes et d'actions qui sont intimement liés, afin d'aider les familles pauvres et de les autonomiser.</p> <p>Un nouveau programme a été introduit grâce auquel, chaque adulte sur le registre social a droit à une indemnité de subsistance mensuelle sur la base d'un seuil minimum de Rs 2.720 [environ 80 dollars américains avec un seuil maximum de Rs 9.520 [environ 280 dollars américains] pour une famille de deux adultes et de trois enfants.</p> <p>Ce programme permet d'offrir à ces familles une indemnité de subsistance qui est 40 pour cent supérieure au seuil recommandé par la Banque mondiale. Cette mesure est en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2016, et 8000 familles en ont déjà bénéficié.</p> <p>Le Gouvernement a introduit la notion d'impôt négatif sur le revenu. Selon cette mesure, les personnes qui gagnent 9900 roupies ou moins mensuellement [environ 300 dollars américains] à temps plein, bénéficient d'un soutien financier supplémentaire de l'État.</p>

		<p>Inclusion sociale</p>	<p>Responsabilité sociale des entreprises (RSE)</p> <p>Un Conseil économique et social national a été créé sous la direction du Premier ministre, dans le but de faire face aux principaux problèmes socioéconomiques et de renforcer le dialogue avec le secteur privé et la société civile.</p> <p>Le gouvernement met en œuvre un programme national pour la responsabilité sociale des entreprises qui oblige ces entreprises à contribuer à hauteur de 2 pour cent de leur revenu imposable, pour soutenir l'action de la société civile dans six domaines prioritaires, notamment la réduction de la pauvreté, le soutien au secteur de l'enseignement, le logement social, le soutien aux personnes qui souffrent d'un grave handicap, la lutte contre les problèmes de santé provoqués par la toxicomanie et le manque d'hygiène, et la protection de la famille.</p> <p>Ce système est géré par une Fondation CSR qui est composée de représentants des secteurs public et privé.</p>
		<p>Sécurité sociale et protection y compris les personnes handicapées</p>	<p>Sécurité sociale pour les populations vulnérables</p> <p>Maurice est un État providence fort qui offre une pension universelle de solidarité à tous les citoyens de plus de 60 ans. En outre, une pension d'invalidité de base est offerte à toutes les personnes qui souffrent de handicaps.</p> <p>Le Gouvernement a également lancé un programme spécial de bourses en faveur de cinq étudiants handicapés, afin de leur permettre de poursuivre des études supérieures au niveau national.</p>

			<p>Un autre programme important visant à permettre à ces familles de rompre le cycle de la pauvreté, de subvenir à leurs besoins, et d'améliorer les résultats scolaires.</p> <p>En conséquence, afin d'encourager les étudiants issus de familles pauvres à parvenir à un niveau de scolarité plus élevé, le gouvernement leur verse un prix en espèces comme suit: 15 000 roupies (environ 429 dollars américains) pour l'accomplissement avec succès de neuf années de scolarité, dans le cadre du cycle de neuf ans de la scolarité obligatoire; 25 000 roupies (environ 714 USD) pour obtenir le certificat de niveau scolaire ou un certificat professionnel équivalent ; et 35 000 roupies (environ 1000 USD) pour les personnes qui obtiennent le certificat d'étude supérieure ou un diplôme technique équivalent.</p> <p>Un Conseil des sages a été créé en vertu de la Loi sur le Conseil des sages. Le Conseil dispose d'un réseau d'associations de sages à Maurice qui reçoit une subvention annuelle du gouvernement pour organiser des activités éducatives, de loisirs et culturelles au niveau régional.</p>
			<p>Le ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale et de la Réforme institutionnelle fournit également les régimes d'aide sociale suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Aide sociale en espèces. (ii) Remboursement des frais d'examen. (iii) Allocation aux détenus élargis. (iv) Allocation aux victimes des inondations, victimes d'incendie. (v) Allocation versée aux centenaires pour

			<p>l'achat de médicaments.</p> <p>(vi) Assistance aux jumeaux / triplets.</p> <p>(vii) Allocation pour frais funéraires.</p> <p>(viii) Indemnité de logement aux bénéficiaires nécessiteux de la Pension de retraite de base, vivant seuls et payant un loyer.</p> <p>(ix) Indemnité pour personne handicapée et indemnité de compassion, pour un enfant âgé de moins de 6 mois à 15 ans souffrant d'une invalidité permanente à au moins 60 % et ayant besoin d'une attention constante, tel que certifié par un Conseil médical.</p> <p>(x) Assistance en nature : lunettes, fauteuils roulants, prothèses auditives.</p> <p>(xi) Régime de soutien au revenu - Aide alimentaire - Allocation de riz et de farine.</p> <p>(xii) Indemnité contre les intempéries versée aux pêcheurs.</p>
		Logements modernes et habitables et services de base de qualité	<p>Normes de vie plus élevées</p> <p>Le gouvernement s'est engagé à fournir un abri décent aux familles à faible revenu en fournissant 8 milliards de roupies [environ 240 millions de dollars] pour la construction, la réhabilitation et l'achèvement des logements.</p>
	(2) Des citoyens bien formés et une révolution des compétences soutenue par la science, la technologie et l'innovation [STI]	Révolution tirée par l'éducation et les compétences de STI	<p>L'éducation est une condition préalable essentielle au développement socio-économique de n'importe quel pays.</p> <p>À cet effet, le gouvernement offre une éducation gratuite et la gratuité du transport au niveau préscolaire, primaire et secondaire.</p> <p>En outre, pour alléger le fardeau financier, le gouvernement veille à ce que tous les élèves du primaire reçoivent un repas chaud gratuit.</p>

			<p>Afin de préparer nos enfants, Notre système éducatif doit évoluer et s'améliorer. Des réformes majeures ont été introduites dès cette année afin de mieux équiper nos jeunes pour le marché du travail.</p> <p>L'enseignement et la formation professionnelle technique (EFTP)</p> <p>Le secteur de l'EFTP subit une transformation majeure afin de devenir un secteur dynamique et modernisé répondant aux besoins économiques nationaux, en veillant à ce que tous les diplômés de l'EFTP soient hautement qualifiés et prêts à être employés.</p>
	<p>(3) Des citoyens sains et bien nourris.</p>	<p>Santé et nutrition</p>	<p>Santé</p> <p>Des prestations sanitaires gratuites sont disponibles pour tous les citoyens.</p> <p>Le gouvernement s'est engagé à fournir des services de santé universels, accessibles et de qualité, entièrement gratuits.</p> <p>Dans ce contexte, les mesures suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un code d'éthique spécial a été introduit pour les professionnels de la santé. - Un nouveau plan directeur sur les soins de santé primaires est mis en œuvre pour réduire la pression sur les hôpitaux régionaux. - Pour les patients ayant besoin de soins à domicile, un système de visites domiciliaires par des infirmières spécialisées a été créé. - Des comptoirs dédiés sont installés au niveau des centres de soins de santé primaires et des hôpitaux pour répondre aux besoins des personnes âgées et handicapées.

			<ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre d'un nouveau plan d'action 2015-2020 sur le VIH / Sida est en cours avec la décentralisation des services liés au Sida dans les centres communautaires. Les mesures de base se concentrent également sur la sensibilisation de la communauté et la fourniture gratuite de services de dépistage. Les activités de prévention ciblent les groupes à haut risque, notamment les consommateurs de drogues injectables et les prisonniers.
	(4) Des économies transformées	Croissance économique durable et inclusive	<p>Le gouvernement a un engagement fort et une volonté politique de promouvoir une société juste et équitable.</p> <p>À cet égard, les mesures ciblées suivantes ont été adoptées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un indice de développement du genre pour Maurice a été mis en place pour évaluer les progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. - Le National Women Entrepreneur Council (NWECC) fournit un soutien et une assistance aux femmes entrepreneurs potentielles et existantes à Maurice.
		Fabrication/industrialisation axée sur la STI et valeur ajoutée	<p>Pour insuffler une nouvelle dynamique au secteur manufacturier, le gouvernement travaille à l'élaboration d'un plan de développement des exportations en mettant l'accent sur une stratégie d'exportation de l'Afrique qui appuiera fortement les entreprises orientées vers le marché national afin d'exploiter les opportunités sur les marchés africains.</p>

		<p>Hospitalité/Tourisme</p>	<p>Tourisme</p> <p>Le nombre d'arrivées de touristes pour l'année 2016 s'est accru de 10,8% pour atteindre 1 275 227.</p> <p>En 2016, les voyages et le tourisme ont soutenu directement 45 500 emplois (8,2% de l'emploi total). Il est attendu que ce chiffre atteigne 55 000 emplois (9,4% de l'emploi total) en 2027.</p> <p>Maurice travaille à la création d'aires de loisirs, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un aquarium de classe mondiale • Un musée national • D'autres nouvelles aires de loisirs
	<p>(5) Une agriculture moderne pour une productivité et une production accrues</p>	<p>Production et productivité agricoles</p>	<p>Certes, l'économie mauricienne a considérablement varié, cependant le secteur agricole demeure un pilier important de notre économie.</p> <p>En vue d'améliorer sa contribution à l'économie mauricienne et d'accroître les revenus de la société pastorale, le gouvernement met en œuvre les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système de gestion des terres qui transformera les terres marginales en terres à usage productif - Mise en œuvre d'une agriculture et d'une agriculture biologique axées sur la technologie - Création d'une zone biologique/d'agriculture biologique et étude pour la création d'un Institut de biotechnologie - Imposition d'un prélèvement de 15% sur l'utilisation de pesticides pour favoriser la

			<p>production de fruits et légumes sains.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remise sur le fret afin de permettre la diversification des produits agricoles exportés de Maurice. - Des prêts sont également fournis pour aider les planteurs dont les cultures sont endommagées par les conditions climatiques, les ravageurs et les maladies.
	<p>(6) Économie bleue/maritime pour une croissance économique accélérée</p>	<p>Ressources marines et énergie</p>	<p>Maurice considère l'économie maritime comme un pilier futur de sa croissance socioéconomique et croit fermement à la nécessité de préserver l'éco-équilibre de nos océans.</p> <p>Le développement d'un plan spatial marin, en tant que composante importante de notre plan de développement durable, vise à garantir que le capital naturel et la valeur des écosystèmes du pays sont conservés pour les générations futures successives – en dépit du changement climatique (cyclones, houles, érosion, hausse du niveau de la mer, etc.).</p> <p>Dans le contexte d'avancement du développement de l'économie maritime, les initiatives nationales suivantes sont en cours d'élaboration:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement accéléré de l'industrie de la pêche en encourageant le déchargement et le traitement des prises de poisson à l'île Maurice. - Création d'installations communes sur les terres pour l'aquaculture et la pisciculture. - Autonomisation de la communauté des jeunes pêcheurs grâce à des subventions et des facilités de prêts afin de les aider à améliorer leur capacité de production de manière durable.

			<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de la recherche sur la production d'énergie marine renouvelable. - Promotion de l'élevage du corail pratiqué par les pêcheurs et les PME. - Amendements à apporter à la Loi sur la zone maritime en vue de s'occuper du développement marin. - Sensibilisation sur les opportunités économiques à saisir de l'économie maritime. Dans ce contexte, Maurice a conjointement organisé des conférences internationales telles que la « Réunion internationale de Maurice » de haut niveau - Vers la COP22: La « Conférence ministérielle africaine sur les économies maritimes et le changement climatique » avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale et la Conférence ministérielle de l'Association de coopération régionale des pays riverains de l'Océan indien en vue de mener une sensibilisation sur l'économie maritime.
<p>2. Continent politiquement uni et régi par les idéaux du panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine</p>	<p>Existence d'infrastructures de classe mondiale à travers toute l'Afrique</p>	<p>Communications et de infrastructures connectivité</p>	<p>En raison de l'importance de l'efficacité des infrastructures et de la connectivité dans le développement d'un pays, l'île Maurice est en train de développer une connectivité moderne et efficace, terrestre, maritime, aérienne et informatique.</p> <p>Programme de désengorgement des routes et projet Metro Express</p> <p>Un système de transport en commun abordable est en cours de réalisation avec un réseau de terminaux urbains modernes et intégrés comprenant des parcs de stationnement, des cours alimentaires, des espaces commerciaux, des espaces dédiés aux marchands ambulants et des espaces verts,</p>

			<p>Un tel projet est considéré comme novateur. Il permettra de restructurer complètement nos villes, créer de nouveaux pôles de croissance autour des terminaux, réduire considérablement le temps de trajet de nos concitoyens, accroître la productivité, éliminer les inconvénients liés aux embouteillages, réaliser des économies sur nos factures d'importations pétrolières et réduire sensiblement la pollution.,</p> <p>Développement d'un programme de désengorgement des axes routiers en cours</p> <p>Opérations portuaires</p> <p>Des investissements massifs sont en train d'être effectués pour développer des infrastructures portuaires dans le but d'en faire un pôle maritime régional.</p> <p>En fait, le poste d'amarrage étendu du terminal à conteneur de l'île Maurice sera entièrement opérationnel d'ici au mois d'octobre 2017, avec une capacité plus grande pouvant traiter jusqu'à 750.000 d'EVP.</p> <p>L'objectif est d'accroître davantage sa capacité jusqu'à 1.5 million d'EVP d'ici à 2030 grâce au projet de construction du terminal de l'île.</p> <p>Connectivité aérienne</p> <p>La création d'un corridor aérien entre l'Asie et l'Afrique est à présent intégrée dans notre politique d'accès aérien.</p> <p>Secteur des TIC</p> <p>Des investissements importants sont réalisés sur</p>
--	--	--	---

			<p>la connectivité ; ils contribueront à améliorer considérablement le déploiement à grande échelle des infrastructures et de leur qualité. Il s'agit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'investissements dans un projet de troisième câble sous-marin effectués par un consortium dirigé par Mauritius Telecom. • d'investissements pour l'installation d'un câble sous-marin à fibre optique, réalisés par un consortium régional d'opérateurs télécoms. Ce câble reliera l'île Maurice, la Réunion et Madagascar grâce à un réseau central international passant par l'Afrique du Sud. • L'accélération du programme "Fibre jusqu'au domicile (FTTH)" développé par Mauritius Telecom pour couvrir chaque ville et chaque village d'ici à décembre 2017 ; • Un investissement de deux-cents (200) millions de roupies (environ cinq (5) millions de dollars des États unis) effectué par CEB pour fournir un accès haute vitesse à large bande aux fournisseurs de services d'internet grâce à son réseau câblé à fibre optique couvrant toute l'île.
<p>3. Une Afrique où règne la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit</p>	<p>Valeurs et pratiques démocratiques, principes universels des droits de l'homme, justice et état de droit établis</p>	<p>Démocratie et bonne gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits de l'homme, justice et état de droit 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des droits de l'homme <p>Des actions sont entreprises au plan national par le gouvernement de Maurice pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment à travers les institutions nationales de défense des droits humains, la diffusion des instruments relatifs aux droits de l'homme, des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs. Ces activités s'adressent à tous les citoyens</p>

			<p>mauriciens.</p> <p>À cet égard, le gouvernement a mis en place un comité de suivi des droits de l'homme pour analyser les implications de la ratification ou de l'adhésion aux instruments relatifs aux droits humains.</p> <p>Modifications constitutionnelles</p> <p>En vue de se conformer aux conclusions du Comité de suivi des droits de l'homme, le Parlement a, en juillet 2014, adopté la Loi constitutionnelle (Déclaration de communauté) (Dispositions temporaires) qui stipule qu'il n'est plus obligatoire pour un candidat de déclarer la communauté à laquelle il appartient. L'article 4 de la Loi prévoit que, nonobstant le paragraphe 3 de l'annexe I de la Constitution, un candidat à la prochaine élection générale peut choisir de ne pas déclarer la communauté à laquelle il appartient. Au cas où un candidat à cette élection ne déclare pas la communauté à laquelle il appartient, l'on considère qu'il a choisi de ne pas être pris en compte dans l'attribution des sièges supplémentaires et aucun siège supplémentaire ne lui sera attribué.</p> <p>Droits de l'homme dans les écoles</p> <p>Le ministère de l'Éducation et des Ressources humaines, de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique a intégré les droits de l'homme dans les programmes d'enseignement au premier cycle du secondaire à titre expérimental depuis janvier 2016.</p>
--	--	--	--

			<p>Conventions et Traités</p> <p>Au niveau international, Maurice est partie à tous les principaux traités et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme.</p> <p>Examen périodique universel</p> <p>Maurice a été évaluée pour la deuxième fois le 23 octobre 2013. L'examen à mi-parcours a été effectué en mai 2015 et le prochain examen périodique universel est prévu en novembre 2018.</p> <p>Mécanisme africain d'évaluation par les pairs</p> <p>Maurice a fait l'objet d'une évaluation par les pairs en 2010. Un rapport d'étape est en préparation en consultation avec le Secrétariat du MAEP.</p> <p>Représentation accrue des femmes dans les prises de décisions nationales</p> <p>La représentation des femmes au parlement s'est accrue de 3% en 1991 à 5,7% en 2000 à 17,1% en 2005 et 18,8 % en 2010 malgré l'absence des quotas électoraux pour l'élection à l'Assemblée nationale. Lors des dernières élections générales en décembre 2014, ce chiffre est tombé à 11,4%. Néanmoins le gouvernement s'est entièrement engagé à promouvoir la participation active des femmes dans la politique et les instances dirigeantes. La nomination de deux femmes, l'une en tant que Présidente de la République de Maurice et l'autre en tant que Présidente de l'assemblée nationale, une première dans l'histoire de Maurice, est le gage de l'engagement du gouvernement à avoir des femmes dans les</p>
--	--	--	--

			plus hautes instances de prise de décision.
	Institutions capables et leadership transformateur	<ul style="list-style-type: none"> Institutions et Leadership et développement participative et gouvernance locale 	<p>La constitution préconise l'égalité de tous les citoyens mauriciens. Elle confère également au pouvoir judiciaire le rôle d'assurer le bon fonctionnement de la société démocratique. Ce dernier a la responsabilité de veiller à ce que les pouvoirs législatifs et exécutifs soient exécutés conformément à la Constitution et dans les limites autorisées par la Constitution. Il est également chargé de sauvegarder les droits fondamentaux qui comprennent, entre autres, la protection de la loi.</p> <p>Commission de l'égalité des chances</p> <p>La Commission de l'égalité des chances a été mise sur pied comme l'incarnation de l'engagement clair de Maurice à l'éradication de toutes les formes de discrimination.</p> <p>Médiateur</p> <p>Le Président de Maurice nomme un médiateur pour enquêter sur les doléances contre les fonctionnaires de l'Etat y compris les policiers et les gardiens des prisons. Les citoyens individuels, les ministres ou les députés de l'Assemblée nationale peuvent inviter le médiateur à initier une enquête.</p> <p>Commission indépendante contre la corruption (ICAC)</p> <p>La Commission indépendante contre la Corruption (ICAC) est mandatée selon la Loi de 2002 sur la Prévention de la Corruption à promouvoir les liaisons entre la Commission et les organisations internationales afin de renforcer la coopération</p>

			<p>internationale dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.</p> <p>Maurice, en tant que membre du Groupe de lutte contre le blanchiment de l'argent de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe (ESAAMLG) depuis 1999 et il lui est demandé de faire une évaluation mutuelle sur le blanchiment de l'argent et la lutte contre le financement du terrorisme (FATF) tous les 8 ans. Notre évaluation a eu lieu en 2016/2017.</p> <p>Gouvernance locale</p> <p>La loi sur les collectivités locales (2011) prévoit:-</p> <p>(a) l'instauration des autorités locales démocratiquement élues avec assez d'autonomie pour gérer les affaires locales dans leur région;</p> <p>(b) les autorités locales doit assurer des services et mettre en place des structures qui assureront le bien-être économique et social de leurs communautés locales de façon durable au plan environnemental afin de satisfaire les besoins actuels et futurs de leurs communautés;</p> <p>(c) un système efficace, inclusif et responsable des collectivités locales;</p> <p>(d) la gestion et la gouvernance des administrations locales;</p> <p>(e) les devoirs des conseillers et des fonctionnaires des administrations locales;</p> <p>(f) la responsabilisation des collectivités locales.</p>
<p>4. Une Afrique en paix et sécurisée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La paix; la sécurité et la stabilité sont préservée • Une Afrique stable et pacifique 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien et préservation de la paix et de la sécurité - Structure institutionnelle 	<p>Maurice soutient les partenariats plus forts entre les organisations mondiales et régionales pour promouvoir la paix et la sécurité au niveau international.</p>

		<p>pour les instruments de l'UA sur la paix et la sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - La défense, la sécurité et la paix 	<p>Maurice a toujours soutenu fermement le règlement des conflits par des moyens pacifiques tels que consacrés dans la Charte des Nations unies et l'Acte constitutif de l'UA.</p>
<p>5. L'Afrique dotée d'une identité culturelle forte et d'un patrimoine commun, des valeurs partagées et d'une éthique culturelle forte</p>	<p>Une Renaissance culturelle africaine est prééminente</p>	<p>Patrimoine culturel, les arts de la création et les activités commerciales</p>	<p>Patrimoine culturel</p> <p>Maurice a fait des efforts importants pour protéger son héritage historique et promouvoir son héritage culturel intangible.</p> <p>Maurice détient deux sites de patrimoine mondial de l'UNESCO notamment Le Morne et Aapravasi Ghat.</p> <p>A cet égard, des contrôles stricts de planification sont exercés sur le développement proposé près de ces deux sites en vue de la préservation de leurs caractéristiques historiques pendant que d'autres bâtiments/sites énumérés dans le patrimoine national sont également protégés des impacts négatifs de développement.</p> <p>Pour ce qui est du patrimoine culturel intangible, the Segga Tipik et Geet Gawai sont inscrits sur la liste représentative de l'UNESCO du patrimoine culturel intangible de l'humanité.</p> <p>Mauritian Segga Tipik est un art du spectacle dynamique et de danse, emblématique de la communauté créole et constitue une cérémonie pré-nuptiale tandis que Geet-Gawai est une cérémonie pré-nuptiale qui combine les rituels, les prières, les chansons, la musique et la danse. Elle est exécutée principalement par les Mauriciens d'origine indienne.</p>

			<p>Le Fonds du patrimoine national s'attèle actuellement à la nomination du Tambour de Séga de Rodrigues et du Séga des Chagos à ajouter à la liste précitée.</p> <p>Le tourisme culturel et la production cinématographique sont encouragés par diverses mesures d'incitation tel que le projet d'abattement fiscal des films, les projets de start-up et des régimes spéciaux pour les entrepreneurs culturels en vue d'insuffler un nouveau dynamisme au secteur et stimuler la créativité artistique. En outre, un fonds national des arts et un Village des Artistes sont en cours de création.</p> <p>Le gouvernement planche sur la création d'un musée de l'histoire et de la culture mauriciennes pour retracer l'histoire de Maurice.</p>
<p>6. Une Afrique où le développement est axé sur les populations et s'appuie notamment sur le potentiel des femmes et des jeunes</p>	<p>Parité hommes/femmes intégrale dans toutes les sphères de la vie</p>	<p>Autonomisation des femmes et des filles et la lutte contre la violence et la discrimination à leur égard</p>	<p>Réduire les niveaux de violence</p> <p>La violence domestique est un fléau social et le gouvernement a mis sur pied une coalition nationale contre la violence domestique.</p> <p>Encourager les femmes à travailler</p> <p>Le gouvernement œuvre sur l'amendement de la législation du travail pour attirer davantage de femmes dans la main-d'œuvre et accroître la productivité nationale.</p> <p>L'objectif est d'accroître le taux de participation des femmes dans la main-d'œuvre nationale du pourcentage actuel de 43,6% à 50% d'ici 2030.</p> <p>Droits de l'enfant</p> <p>Un projet de loi sur les enfants est en cours</p>

			<p>d'élaboration pour consolider davantage l'architecture juridique pour la protection des droits de l'enfant.</p> <p>La politique gouvernementale est que les enfants aux besoins d'éducation spéciaux aient l'aide pour pallier leurs besoins et différences individuels de manière efficace.</p> <p>A cet égard, le gouvernement accroit la subvention aux ONG qui gèrent des écoles aux besoins d'éducation spéciale en leur accordant 110 millions de roupies (environ 3 millions \$EU). Par ailleurs, un nouveau document de stratégie est élaboré pour les besoins d'éducation spéciale.</p>
	<p>Autonomiser et faire participer les jeunes et les enfants</p>	<p>Autonomisation des jeunes et des enfants</p>	<p>Activités pour les jeunes et les enfants</p> <p>Promouvoir le développement holistique des jeunes y compris les enfants. L'Etat facilite l'accès aux sports, au loisir et aux activités ludiques.</p> <p>Des fonds ont été alloués aux programmes ciblés ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - préserver les jeunes vulnérables des multiples fléaux de la société à savoir la drogue; - encourager une plus grande participation des jeunes adolescents dans les activités sportives; - création des programmes structurés dans les sports pour les enfants scolarisables après les cours. <p>Maurice gère un programme –Les volontaires mauriciens sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des sports ce qui donne l'occasion aux jeunes d'acquérir les compétences de la vie, développer la créativité et bâtir l'esprit d'équipe.</p>

<p>7. Une Afrique en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale</p>	<p>L'Afrique est un partenaire principal dans les affaires mondiales et dans la coexistence pacifique</p>	<p>La place de l'Afrique dans les affaires mondiales. Partenariat</p>	<p>Maurice est pleinement engagée dans l'amélioration de la voix et de la position de l'Afrique dans les négociations mondiales.</p> <p>Cet objectif peut être atteint par une Afrique unie, où chaque Etat africain contribue au mieux de ses capacités à la réalisation des idéaux de l'Agenda 2063 et de ses projets phares.</p> <p>A cet effet, Maurice a pris les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elle a eu le privilège d'abriter le lancement de la Plate-forme économique africaine en mars de cette année. La synergie entre le gouvernement, le secteur privé et le monde universitaire en Afrique a été cristallisée par la tenue de la plate-forme. - Maurice continuera d'encourager les investissements en Afrique dans l'esprit de trouver des solutions africaines aux problèmes africains. <p>A cet égard, le gouvernement mauricien encourage activement les parties prenantes privées à investir à partir de Maurice dans les zones économiques spéciales à créer à partir des accords inter- gouvernementaux à Madagascar, au Sénégal et au Ghana.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maurice s'est engagée à la création préalable de la Zone de libre-échange continentale et a participé activement aux discussions. - Au niveau politique, la solidarité des populations africaines et le leadership est une condition préalable à l'aptitude de l'Afrique à se faire entendre et être écoutée
---	---	---	--

			<p>dans les arènes internationales.</p> <p>Cette solidarité a été récemment prouvée le 22 juin 2017 lorsque les Etats membres des Nations Unies ont voté en faveur d'une résolution présentée par les Etats membres de l'UA, demandant un avis consultatif de la Cour internationale de justice sur les conséquences juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965.</p>
--	--	--	---

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Peace and Security Collection

2017-07-04

Republic of Mauritius Interim Report on the Implementation of Agenda 2063

African Union

DCMP

<https://archives.au.int/handle/123456789/9032>

Downloaded from African Union Common Repository